



fr.reuters.com

Jean-François Rosnoblet à Marseille et Jean-Baptiste Vey à Paris, édité par Simon Carraud

UE: Macron et Merkel s'engagent dans un sprint avant les européennes

MARSEILLE (Reuters) - Emmanuel Macron et Angela Merkel ont débattu vendredi des nombreux sujets européens sur lesquels le couple veut avancer d'ici la fin de l'année, avant que la campagne pour les élections européennes de mai ne paralyse les travaux.



Emmanuel Macron et Angela Merkel ont débattu vendredi des nombreux sujets européens sur lesquels le couple veut avancer d'ici la fin de l'année, avant que la campagne pour les élections européennes de mai ne paralyse les travaux. /Photo prise le 7 septembre 2018/REUTERS/Claude Paris

Le président français et la chancelière allemande ont évoqué au début de leur rencontre à Marseille l'approfondissement de la zone euro, l'union bancaire, la taxation des géants du

numérique et les migrations, sans oublier la sortie du Royaume-Uni de l'UE, sujet sur lequel Londres et Bruxelles peinent encore à s'accorder, la politique étrangère et la défense.

Objectif des discussions, "préparer cette rentrée et un agenda des six prochains mois qui s'annonce chargé mais où, je le sais, l'Allemagne et la France continueront d'oeuvrer ensemble pour préparer l'avenir", a dit Emmanuel Macron.

"Notre programme sera bien rempli", a dit Angela Merkel, en énumérant les sujets comme autant de défis auxquels l'Union est confrontée. "Je pense que nous allons pouvoir progresser en faveur d'une Europe indépendante qui est capable de résoudre elle-même ses problèmes." Les deux dirigeants évoqueront également le contexte politique, marqué par un regain de force des formations défendant une ligne dure en matière de migrations, illustré ces dernières semaines par l'expression côte-à-côte du Premier ministre hongrois, Viktor Orban, et du ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini.

Jeudi à Luxembourg, Emmanuel Macron a poursuivi son marathon diplomatique à la recherche d'alliés "progressistes" en vue du scrutin de mai. Le président français, qui a accepté d'endosser le rôle de "principal opposant" aux gouvernements nationalistes, pousse en faveur de la constitution d'une plateforme progressiste d'ici la fin de l'année.

Il a par ailleurs appelé le Parti populaire européen (PPE) à "clarifier ses positions". "On ne peut pas tout à la fois être du côté sur beaucoup de sujets de la chancelière Merkel et du Premier ministre Orban", a-t-il ajouté à Luxembourg.

Et voir ce qu'en pense Jean-Luc Mélenchon.

